



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

- POUR L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES, PENSIONS OU ALLOCATIONS - CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES PRENDRE EN MAIN NOS MOBILISATIONS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 3 NOVEMBRE 2022

La semaine dernière, sur France 2, Macron est venu dérouler le programme de son offensive. Pour le président des riches, pas question d'indexer les salaires sur les prix alors que l'inflation s'élève déjà à 6,5 % sur un an (mais déjà près de 12 % sur les prix alimentaires). Et cela, avant que le « bouclier tarifaire » censé « protéger les ménages » ne se détériore en janvier, ouvrant la voie à une augmentation de 15 % des factures de gaz et d'électricité.

Sur les retraites, il a réaffirmé vouloir imposer la retraite à 65 ans... ou 64 ans si les « partenaires sociaux » viennent négocier un allongement de durée de cotisation.

NOTRE « MOTION DE CENSURE » : C'EST LA GRÈVE GÉNÉRALE

Face à cette offensive, il n'y a rien à attendre de la mascarade parlementaire. Sur ce terrain, le gouvernement sait gérer la contestation. Par exemple avec le 49.3, grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se préoccuper des milliers d'amendements proposés par la gauche ou des heures de discussions à l'Assemblée.

Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national. Ceux-là mêmes qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et qui veulent durcir les règles d'allocation chômage.

Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Pour y parvenir, c'est le rapport de force qu'il faut changer par le développement et la généralisation des luttes, des grèves, des manifestations, des actions de blocages et d'occupation.

DES GRÈVES PARTOUT

En partant en grève reconductible, fin septembre, les travailleurs des raffineries ont fait éclater au grand jour la contestation qui couve depuis des mois sur la question des salaires. Car partout sur le territoire, des salariés se mettent en grève pour exiger des augmentations de salaire. Et même,

parfois, leur indexation sur l'inflation : mesure encore appliquée en Belgique, mais supprimée en France, dès 1983, par un gouvernement socialiste.

Et même si la grève a été levée dans les raffineries – à l'exception du dépôt de carburant de Feyzin (près de Lyon) – leur lutte n'a pas été un coup pour rien.

En traçant l'ébauche de ce que pourrait être un mouvement d'ensemble bloquant le pays pour imposer une hausse générale des salaires, leur grève constitue un sérieux avertissement pour Macron, ses ministres et les patrons. Et c'est parce qu'il craint l'explosion sociale qu'il incite ces patrons – sans les contraindre, bien sûr – à négocier entreprise par entreprise quelques petits réajustements ou quelques primes, afin de bien éparpiller la contestation.



LA LUTTE APPARTIENT À CEUX QUI LA MÈNENT

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à un grand nombre d'entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble dirigé et coordonné par la base, et pas seulement par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT

qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

Une nouvelle journée de grève interprofessionnelle est déjà prévue le 10 novembre, une occasions dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser.

Mais pour faire caner le patronat et le gouvernement, il ne suffira pas d'aligner des journées d'action à répétition : il faut une lutte d'ensemble, décidée à aller jusqu'au bout. Loin des bancs de l'Assemblée nationale et des accords de gouvernement, c'est dans nos luttes que nous puiserons les meilleurs « scénarios » pour renverser cette société et construire un monde sans exploitation, ni oppression.

L'INDEXATION DES REVENUS SUR LES PRIX : UNE REVENDICATION PLUS QUE LÉGITIME

Avec le niveau d'inflation qui règne depuis deux ans, des millions de gens supplémentaires peinent à finir le mois : obligation de sauter des repas, hantise de pas pouvoir se chauffer cet hiver... C'est bien pourquoi, depuis plus d'un an, il y a autant de grèves sur les salaires. Si les prix augmentent, les salaires, pensions et allocations, doivent suivre. Pour protéger le pouvoir d'achat, il faudrait arracher au gouvernement un mécanisme d'augmentation automatique des revenus en fonction des prix : ce mécanisme a un nom : « indexation des revenus sur les prix » ou encore « échelle mobile des revenus ». De « tous » les revenus, car aujourd'hui, seul le Smic augmente, et encore avec retard, en fonction des prix. La revendication d'indexation des revenus sur les prix est plus que légitime. A condition d'imposer en même temps au gouvernement une mesure de la hausse des prix contrôlée par les organisations de salarié.es, de consommateurs/consommatrices. Ce qui n'est pas le cas actuellement avec l'indice officiel de l'INSEE.

FRAUDE AUX PRESTATIONS SOCIALES ? L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

Le 20 octobre dernier, lors du débat à l'Assemblée sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, Gabriel Attal, ministre des comptes publics, est revenu à la charge contre la fraude aux prestations sociales : RSA, APL, allocations chômage.... Un rapport de la Cour des Comptes de 2019 l'évaluait à environ 1 milliard par an, sur un montant total des prestations d'environ 800 milliards. Un préjudice minime pour les organismes concernés (Sécu, Caf, Pôle Emploi). Mais fustiger les petits fraudeurs - qui n'a pas d'exemple dans son entourage ?- est plus facile que de dénoncer la fraude patronale aux cotisations sociales, évaluée aux alentours de 7 à 9 milliards, selon une note de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale, ou la fraude des riches (fraude fiscale) qui prive le budget de l'Etat d'au moins 9 milliards. A ceux et celles qui pointent prioritairement du doigt la fraude sociale, il faut enfin rappeler qu'il y a des quantités de gens qui ne touchent pas ce à quoi ils auraient droit : un « non recours aux droits » d'environ 10 milliards, soit dix fois plus que la fraude sociale.

GRANDES ENTREPRISES CÔTEES EN BOURSE : VERS DES PROFITS RECORDS EN 2022

D'un côté, des millions de gens se serrent de plus en plus la ceinture, de l'autre des résultats pour 2022 qui promettent d'être excellents pour une bonne partie des entreprises cotées en bourse . Pour le premier semestre 2022, les montants qu'elles ont-elles-mêmes publiés donnent le vertige : Total: 10,37 milliards, Stellantis: 8 , Arcelor Mittal: 7,7. À eux seuls, les géants du luxe français - LVMH, Kering, L'Oréal et autre Hermès - devraient verser quatre fois plus de dividendes à leurs heureux propriétaires que la totalité des

constructeurs automobiles mondiaux ! Les entreprises du CAC 40 ont dépensé l'an dernier 80 milliards en dividendes versés aux actionnaires et rachats d'actions (une opération qui fait monter la rentabilité des actions). Elles vont pouvoir faire mieux en 2022. Pour donner une idée, avec 80 milliards, il y aurait la possibilité de payer pendant un an 2,5 millions de personnes à 2.000 euros net (2.554 euros bruts) : de quoi diminuer grandement le chômage. Oui, il y a de quoi se battre pour une révolution qui remette le monde à l'endroit.

BRÉSIL : BOLSONARO ÉVINCÉ DANS LES URNES SEULES LES MOBILISATIONS SOCIALES FERONT LE RESTE

Pour des millions de personnes au Brésil, un vent de soulagement accompagne l'élection de Lula à la présidence. Avec néanmoins pas de quoi euphoriser. Ce résultat est dû pour une bonne part à la stratégie de « front large contre Bolsonaro » choisie par Lula pour sa campagne. Symbole de cette ouverture au centre et à droite, Lula a choisi pour la vice présidence Geraldo Alckmin, un homme issu du camp libéral et conservateur qui a dominé la vie politique brésilienne, de la fin de la dictature en 1985 à la première élection de Lula en 2002, mais qui représente aujourd'hui cette partie de la bourgeoisie craignant que le fanatisme de Bolsonaro finisse par nuire à ses intérêts. Conséquence de ce choix d'ouverture, le programme développé par Lula dans sa campagne, malgré des promesses sociales en direction des milieux les plus démunis, n'avait rien qui puisse effrayer les capitalistes et les milieux d'affaires. Autant dire que le sort des classes populaires au Brésil comme ailleurs dépendra demain avant tout du niveau des mobilisations sociales.

IRAN : CONTRE UNE DICTATURE SANGLANTE UN SOULÈVEMENT PLEIN DE DÉTERMINATION

Depuis plus d'un mois en Iran, la mobilisation des femmes a entraîné dans son sillage toute une fraction de la jeunesse et des classes populaires pour monter à l'assaut de la dictature religieuse qui sévit depuis 1989. Un soulèvement réprimé de manière féroce, avec plus de 250 morts, et des milliers d'arrestations. Il s'agit pour le régime d'essayer de donner un coup d'arrêt à une mobilisation qui pourrait sinon faire tache d'huile dans les entreprises du pays, menaçant ses bases économiques. Les mobilisations en cours entrent en effet en écho avec une colère vieille de plusieurs années contre la vie chère, la dureté des conditions de travail, les difficultés d'accès à l'eau... Il est significatif qu'à la mi-octobre des grèves aient démarré dans le secteur du pétrole, et dans une grande sucrerie... les travailleurs d'une aciérie menaçant d'en faire autant. En même temps, au fur et à mesure des semaines, les mobilisations prennent un tour plus politique avec des slogans du type « *À bas la République islamique, mort au dictateur* ». Elles méritent toute notre solidarité.